



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Préambule et définitions

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) régissent les relations contractuelles entre Karine Castro, entrepreneure individuelle immatriculée au Portugal, exerçant sous la marque « KN Communication », ci-après dénommé « le Prestataire », et toute personne physique ou morale achetant une prestation de conseil, de formation ou tout autre service, ou passant commande via le site www.kn-communication.com, ci-après dénommée « l'Acheteur ».

Les présentes Conditions Générales de Vente s'appliquent aux prestations de conseil, d'accompagnement stratégique, de formation, de rédaction, ainsi qu'à toute vente en ligne de produits ou services proposés par le Prestataire.

L'Acheteur est réputé accepter les présentes CGV sans réserve.

Le Prestataire et l'Acheteur conviennent que les présentes CGV régissent exclusivement leur relation contractuelle.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier les présentes CGV à tout moment.

Les conditions applicables sont celles en vigueur à la date de validation de la commande ou de signature du devis.

Article 1 - Objet

Les présentes CGV ont pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre des prestations de services proposées par le Prestataire.

Toute validation de commande ou signature de devis vaut acceptation pleine et entière des présentes CGV.

Article 2 – Prise de connaissance et acceptation des CGV

Les présentes CGV sont accessibles à tout moment sur le site www.kn-communication.com.

L'Acheteur déclare avoir pris connaissance des présentes CGV et les accepter sans réserve.

L'Acheteur déclare disposer de la capacité juridique nécessaire pour contracter.

Si une clause des présentes CGV devait être déclarée inapplicable, elle serait interprétée conformément aux usages en vigueur dans le secteur de la prestation de services au sein de l'Union européenne.

Article 3 – Prise de commande

3.1 Prestations de conseil et d'accompagnement

Toute prestation de conseil fait l'objet d'un devis détaillé adressé à l'Acheteur.

La commande est considérée comme définitive après :

- signature du devis avec la mention « Bon pour accord » ;
- paiement intégral du montant indiqué sur le devis, sauf mention contraire expressément stipulée.

3.2 Commandes en ligne

Pour les services proposés à la vente en ligne, l'Acheteur sélectionne l'offre de son choix et procède au paiement.

Toute commande vaut acceptation des prix et des descriptions des services.

Le Prestataire se réserve le droit de suspendre ou refuser toute commande en cas de non-paiement ou de litige antérieur.

Article 4 – Modification de la commande

Toute modification d'une commande doit être effectuée dans les mêmes formes que la commande initiale et faire l'objet d'un accord écrit entre les parties.

En cas d'annulation par l'Acheteur après validation et paiement, les sommes versées demeurent acquises au Prestataire, sauf accord contraire entre les parties.

Le Prestataire se réserve le droit d'annuler ou de reporter une prestation en cas de force majeure ou d'empêchement légitime, sans que cela n'ouvre droit à indemnité.

Article 5 – Informations sur les prestations

Les prestations régies par les présentes Conditions Générales de Vente sont celles décrites sur le site internet du Prestataire ou détaillées dans le devis adressé à l'Acheteur.

Les prestations sont présentées avec la plus grande exactitude possible. Toutefois, le Prestataire ne saurait être tenu responsable d'erreurs ou d'omissions qui n'affecteraient pas la nature essentielle de la prestation.

Les prestations de conseil, d'accompagnement stratégique et de formation reposent sur une obligation de moyens. Le Prestataire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des compétences et ressources nécessaires à la bonne exécution de la mission, sans garantie de résultat.

Le Prestataire se réserve le droit d'adapter les modalités d'exécution de la prestation si les circonstances l'exigent, sous réserve d'en informer l'Acheteur.

Article 6 – Prix

Les prix des prestations sont exprimés en euros TTC ou hors taxes selon le régime fiscal applicable au Prestataire.

Pour les prestations de conseil et d'accompagnement, les tarifs sont précisés dans le devis adressé à l'Acheteur.

Pour les services proposés à la vente en ligne, les prix applicables sont ceux affichés sur le site au moment de la commande.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier ses tarifs à tout moment.

Les prestations sont facturées sur la base des tarifs en vigueur au jour de la validation de la commande ou de la signature du devis.

Article 7 – Mode de Paiement

Le paiement est exigible à la validation de la commande ou à la signature du devis.

Pour les prestations de conseil et d'accompagnement, le paiement intégral du montant indiqué sur le devis est requis pour valider la commande, sauf stipulation contraire expressément convenue entre les parties.

Pour les commandes en ligne, le règlement s'effectue immédiatement via les moyens de paiement proposés sur le site (carte bancaire, PayPal ou tout autre moyen indiqué).

L'exécution de la prestation débute à réception du paiement, sauf accord spécifique entre les parties.

L'Acheteur garantit au Prestataire qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement choisi.

Le Prestataire se réserve le droit de suspendre ou d'annuler toute commande en cas de non-paiement ou de refus d'autorisation bancaire.

Article 8 – Modalités d'exécution

Pour les commandes en ligne, l'accès au service ou au contenu est fourni après confirmation du paiement.

Pour les prestations de conseil et d'accompagnement, les modalités d'exécution (planning, livrables, rendez-vous, délais) sont définies d'un commun accord entre les parties.

Un email récapitulatif est adressé à l'Acheteur précisant les modalités d'exécution de la prestation.

Article 9 – Droit de rétractation

Les prestations proposées par le Prestataire s'adressent principalement à des professionnels.

Lorsque l'Acheteur agit en qualité de professionnel, aucun droit de rétractation ne s'applique.

Lorsque l'Acheteur agit en qualité de consommateur, conformément à la législation européenne et portugaise en vigueur relative à la protection des consommateurs, il dispose d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la conclusion du contrat pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à motiver sa décision.

Toutefois, lorsque la prestation consiste en la fourniture d'un contenu numérique ou en l'exécution d'un service dont l'exécution débute immédiatement après la commande, le droit de rétractation ne peut être exercé si :

- l'Acheteur a donné son accord exprès pour que l'exécution commence avant l'expiration du délai de quatorze (14) jours;
- et s'il a reconnu expressément perdre son droit de rétractation.

En validant sa commande, l'Acheteur accepte que l'exécution de la prestation ou l'accès au contenu numérique débute immédiatement après le paiement et reconnaît expressément renoncer à son droit de rétractation dans ces conditions.

Cette renonciation est recueillie au moment de la commande au moyen d'une validation expresse.

Lorsque le droit de rétractation est valablement exercé avant tout commencement d'exécution, le Prestataire rembourse les sommes versées dans un délai maximal de quatorze (14) jours à compter de la réception de la demande, par le même moyen de paiement que celui utilisé lors de la commande, sauf accord contraire.

Article 10 - Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus proposés par le Prestataire dans le cadre de ses produits et services, incluant notamment, sans que cette liste soit limitative, les vidéos, supports PDF, documents téléchargeables, textes, méthodes, outils, présentations, supports pédagogiques et éléments graphiques, sont protégés par le droit d'auteur et les dispositions relatives à la propriété intellectuelle en vigueur.

Ces contenus demeurent la propriété exclusive du Prestataire.

L'achat d'un produit ou d'un service n'emporte aucun transfert de droits de propriété intellectuelle au profit de l'Acheteur.

Les contenus sont mis à disposition pour un usage strictement personnel ou pour un usage interne dans le cadre de l'activité professionnelle de l'Acheteur.

Toute reproduction, représentation, diffusion, distribution, modification, adaptation, revente, mise à disposition de tiers, ou exploitation totale ou partielle des contenus, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable du Prestataire, est strictement interdite.

L'Acheteur s'engage notamment à ne pas utiliser les contenus à des fins de formation, de transmission ou d'exploitation commerciale auprès de tiers sans autorisation écrite préalable.

Article 11 – Force Majeure

Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties empêchant l'exécution dans des conditions normales de leurs obligations sont considérées comme des causes d'exonération des obligations des parties et entraînent leur suspension.

La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement l'autre partie de leur survenance, ainsi que de leur disparition.

Seront considérés comme cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles et indépendants de leur volonté, qui ne pourront être empêchés malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des juridictions compétentes : le blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement, les crises sanitaires entraînant une interruption des activités, les tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, l'arrêt des réseaux de télécommunication ou toute difficulté propre aux réseaux externes.

Les parties se rapprocheront pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie. Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois mois, la commande sera considérée comme annulée et le Prestataire remboursera l'Acheteur, déduction faite des frais légitimes engagés par le Prestataire.

Article 12 – Loi applicable

Les présentes Conditions Générales de Vente sont soumises au droit portugais.

Toutefois, conformément au Règlement (CE) n° 593/2008 (Rome I), lorsque l'Acheteur agit en qualité de consommateur résidant dans un autre État membre de l'Union européenne, il bénéficie également des dispositions impératives de protection prévues par la loi de son pays de résidence.

En cas de litige, les parties s'efforceront de rechercher une solution amiable.

À défaut d'accord amiable, le litige sera soumis aux juridictions compétentes conformément aux règles européennes applicables, notamment le Règlement (UE) n° 1215/2012 relatif à la compétence judiciaire.

Mis à jour le 02.03.2026